

Les effectifs de la fédération d'arrondissement du P.O.B. de Verviers (1919-1939)

par Jean PUISSANT,

Aspirant F.N.R.S.

★

I. Introduction.

L'histoire générale du Parti Ouvrier Belge, sur le plan politique, est relativement bien connue — aux nombreux ouvrages rédigés par des militants ou des dirigeants de ce parti comme L. Bertrand, E. Vandervelde, L. Delsinne, M.A. Pierson, s'est ajoutée la première synthèse scientifique établie sous la direction du Professeur Dhondt (1). Des analyses plus précises commencent à voir le jour s'attachant à une région, une organisation ou une problématique particulière (2). Mais de nombreux aspects importants des structures et de la vie du P.O.B. restent peu ou mal connus, à cause surtout de l'absence d'une documentation accessible et inventoriée. (A ce propos il faut insister sur l'importance et l'urgence de la recherche systématique des archives des organisations ouvrières souvent en mauvais état, parfois sur le point de disparaître). Un de ces aspects est, par exemple, l'évolution des structures de ce parti (3). Un autre est celui que G. Lavau appelle « la communauté politique d'un parti » (4). Celle-ci comprend la communauté des dirigeants, des militants et des membres, celle plus large mais aussi plus imprécise de ses « sympathisants » et de ses électeurs. Or la communauté politique formée par le P.O.B. est manifestement très

(1) DHONDT et *varii auctores*. *Geschiedenis van de Socialistische arbeidersbeweging in België*. Antwerpen, 1960-1968.

(2) La thèse récente de M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *Vijftientig jaar Belgisch socialisme. Evolutie van de verhouding van de Belgische Werkliedenpartij tot de parlementaire democratie in België van 1914 tot 1940*. Antwerpen, 1967.

CLAEYS-VAN HAEGENDOREN M. « *De Antwerpse Socialistische Federatie van 1914 tot 1921 : de evolutie van haar positie in een verhouding tot de B.W.P.* ». *Res Publica*, 1967/1, IX, pp. 29-85.

(3) Cf la tentative faite dans ce sens dans notre étude sur « *La Fédération du Borinage* » in *Res Publica*, vol. X, 1968/4.

(4) G. LAVAU, « *A la recherche d'un cadre théorique pour l'étude du parti communiste français* ». *Revue Française de Science politique*, juin 1968, p. 445.

importante et relativement fort structurée par rapport aux différents mouvements politiques du pays, la couche dirigeante, de par l'éclairage de l'actualité est mieux connue que les autres, le personnel politique régional l'est déjà moins, les militants du rang pas du tout et si on se tourne vers les organisations syndicales, mutualistes et coopératives moins encore.

En l'absence de statistiques claires et précises, de données d'ordre sociologique sur les adhérents (comme il en existe par exemple pour le parti social démocrate allemand) il faut procéder par sondage dans la documentation existante.

An niveau des effectifs, outre les problèmes plus précisément statistiques se posent de nombreuses questions.

Dans la période d'entre deux guerres, le P.O.B. fait état de plus de 500.000 membres, il constitue en outre le premier parti politique belge de type moderne avec une base nombreuse et organisée, appuyé par des organisations sociales développées qui lui donnaient, du moins théoriquement, un certain avantage sur les deux autres grands partis qui jusqu'à l'avènement du suffrage universel avaient dominé la vie politique du pays sans posséder des structures si développées, des adhérents aussi nombreux.

Pourquoi cette supériorité ne lui a-t-il pas permis de devenir la première force politique du pays ? La réponse est bien sûr d'ordre politique, idéologique, social mais elle réside probablement aussi dans la réalité, l'efficacité des structures et des effectifs du P.O.B. Ce dernier n'obtient pas tellement plus de suffrages aux élections qu'il ne déclare posséder d'adhérents (plus d'un électeur et demi sur deux est membre du parti). Les chiffres ont-ils été gonflés, le nombre de militants actifs n'était-il pas proportionnel au nombre d'adhérents ? Dans quelle mesure ceux-ci ont-ils conscience d'appartenir à une communauté politique ? Est-il possible de mesurer le degré de leur participation, de leur activité politique ? Les réponses à ces questions permettraient de définir une des raisons essentielles de la transformation du P.O.B. après la 2^e guerre mondiale ; l'organisation à « bases multiples » qui avait fait sa force mais aussi certaines de ses faiblesses était abandonnée au profit d'un modèle conforme aux autres formations politiques du pays, un mouvement plus précisément politique.

Notre étude, basée sur des documents comptables et des tableaux d'effectifs de la fédération d'arrondissement de Verviers complétés par les rapports annuels, puis bi-annuels du Conseil général, par les rapports bi-annuels de la fédération de Verviers et par quelques ouvrages consacrés au

mouvement ouvrier Verviétois (5) ne permet pas de répondre à ces questions. Les chiffres n'expliquent pas tout et l'étude de la vie politique se révèle indispensable. Néanmoins on peut trouver quelque intérêt à cet exposé qui remet en lumière l'originalité du mouvement ouvrier de la vallée de la Vesdre et peut apporter quelques éléments d'information utiles pour des études ultérieures. Les renseignements chiffrés sont difficiles à exploiter parce qu'ils émanent de sources différentes et que les méthodes utilisées pour les établir ont varié dans le temps. Les tableaux présentés ne sont donc ni complets ni entièrement exacts. Les archives inédites employées ont été (microfilmées par l'I.B.S.P.) et un inventaire succinct a été publié dans *Res Publica* Vol. IX 1967 n° 1.

II. Les effectifs.

L'absence de comptabilité systématique par adhérent rend impossible le recensement exact de leur nombre (6). Trois séries de statistiques permettent néanmoins une évaluation raisonnable des effectifs.

a) *Le nombre maximum* obtenu en additionnant le nombre de syndiqués, de mutuellistes et de coopérateurs, le nombre d'affiliés aux groupes politiques (dans le cas de Verviers). Il n'élimine donc pas les adhésions multiples aux trois ou aux quatre organisations.

b) *Le nombre de syndiqués*. Mis à part l'adhésion aux groupes politiques l'adhésion à un syndicat est la plus « politique » des affiliations. En ce qui concerne les coopératives et les mutualités le nombre d'adhérents varie souvent pour des raisons uniquement techniques. (7)

Il est fréquent de rencontrer des syndiqués non mutuellistes ou non coopérateurs, le contraire existe aussi, surtout dans les régions où les organisations ont une implantation moins importante (8). Le nombre de syndiqués représente donc le chiffre minimum.

(5) R. BONAVENTURE. *Parti Socialiste et Mouvement Syndical à Verviers de 1893 à 1914. Histoire d'une évolution originale*. Thèse de doctorat, Liège, 1961-1962. L. DECHESNE. *Avènement syndical à Verviers*. Paris, 1908, 500 pp. MATHIEU J. *Histoire sociale de l'Industrie textile de Verviers*. Verviers, 1946, 267 pp. *Le mouvement socialiste à Verviers*. Verviers, 1960, 112 pp.

(6) Seule semble-t-il, la fédération d'Anvers a éliminé au départ dans ses statistiques les erreurs dues à des doubles ou triples adhésions en créant un fichier central individuel.

(7) Le mouvement coopératif paye uniquement les cotisations des coopérateurs dont les achats annuels atteignent un montant minimum. Ce montant a varié évidemment avec la hausse des prix durant la période étudiée.

(8) A Verviers comme dans l'arrondissement de Mons certaines communes rurales n'ont comme organisation socialiste qu'un groupe mutualiste ou un magasin coopératif.

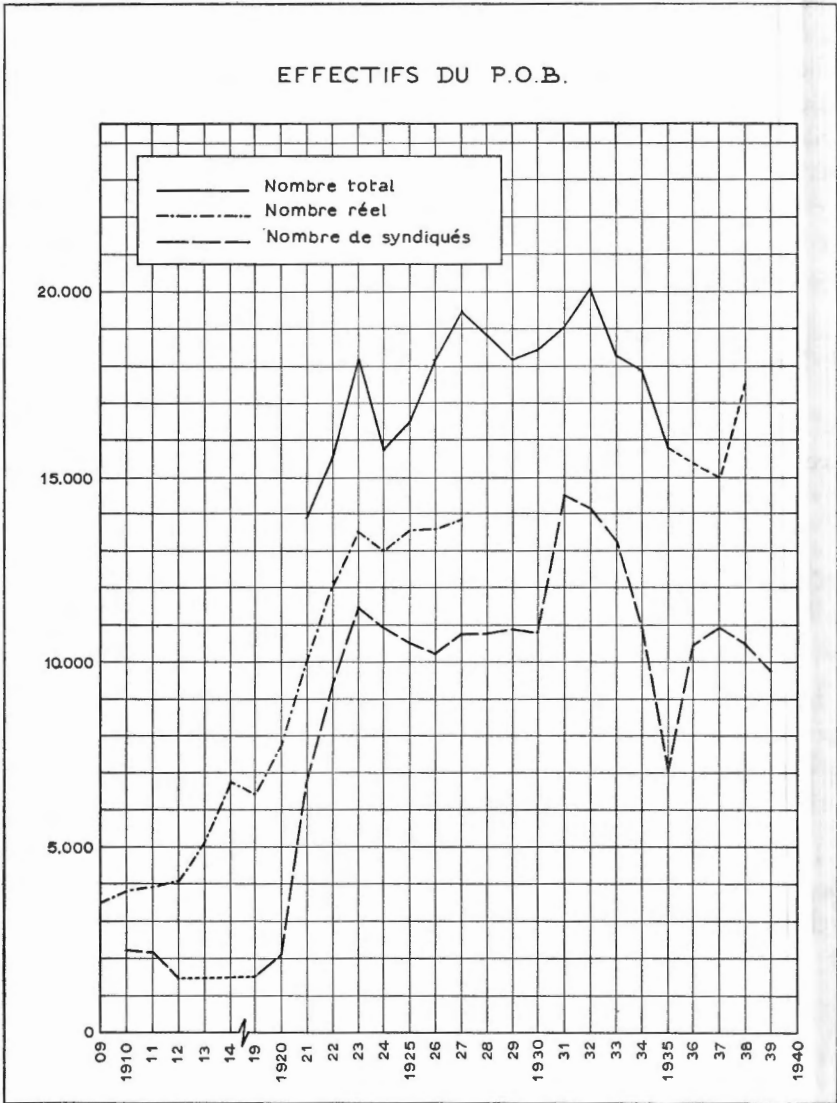
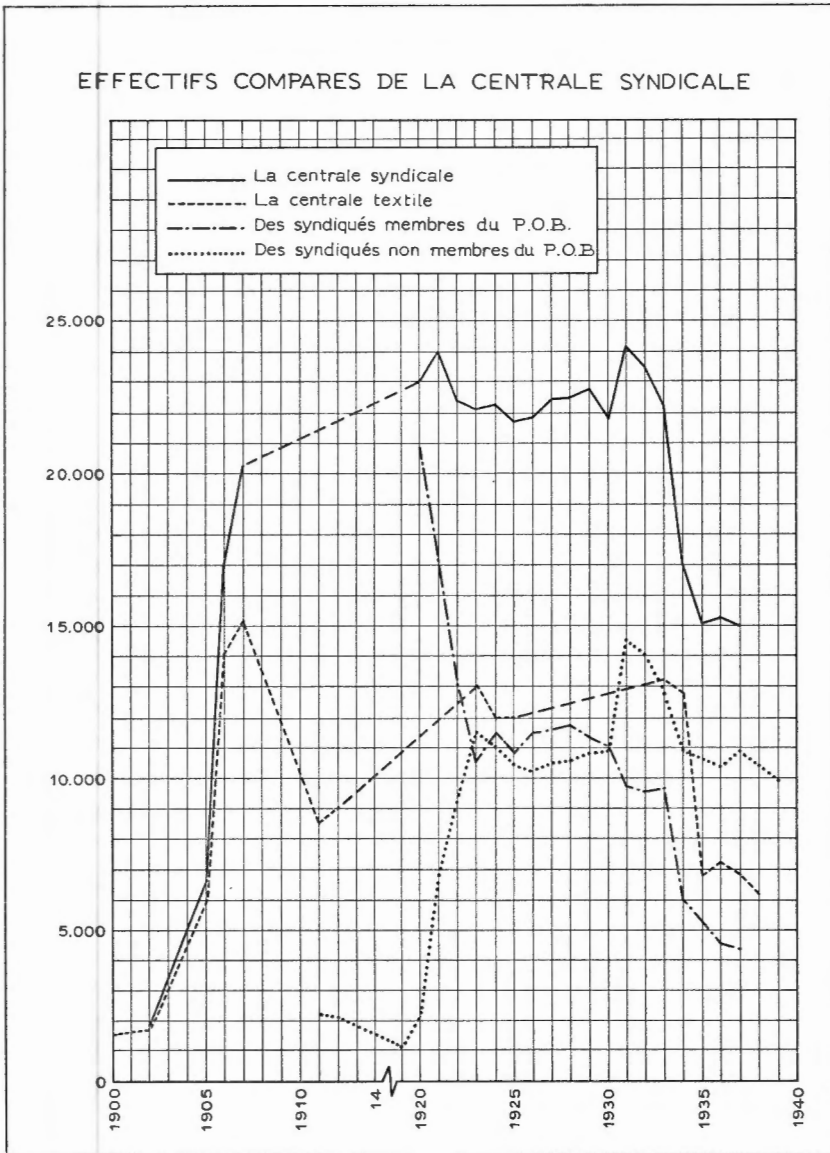


FIG. 1.



Prière au lecteur d'inverser les deux dernières lignes de la légende, soit :
 .-.-.-.- Des syndiqués non membres du P.O.B.
 Des syndiqués membres du P.O.B.

FIG. 2.

c) *Le nombre réel*. Les rapports annuels du Conseil général rappellent jusqu'en 1927 que le nombre réel des adhérents Verviétois est inférieur au nombre de cotisations payées à la Trésorerie Nationale, jusqu'en 1927 il y a donc peu de problèmes (9).

Le graphique n° 1 montre l'évolution de ces trois données. Avant 1914 le nombre réel est indépendant du nombre de syndiqués ce qui s'explique par l'importance, à l'époque, des groupes politiques où les adhésions se pratiquaient individuellement (10).

Par contre depuis 1919 le nombre réel est parallèle au nombre de syndiqués, excepté de 1924 à 1927 époque où se produit une légère distanciation due au tassement des effectifs syndicaux après la croissance rapide de 1918 à 1923 d'une part, et un accroissement des effectifs de la coopérative d'autre part.

La période envisagée est donc caractérisée par l'augmentation très rapide qui suit la fin de la première guerre et qui est due, essentiellement, au développement des organisations syndicales et à leur ralliement à l'action politique et au P.O.B. Après cette période d'hypercroissance les effectifs augmentent légèrement grâce aux autres organisations, coopératives surtout. La croissance de 1931 due à l'adhésion de deux syndicats du textile (Cardé et Noueuses), ne peut cacher longtemps les effets de la crise économique qui est cause d'une diminution du niveau de l'emploi et de l'affaiblissement des syndicats. La rupture des années 1934-1935 est provoquée par l'échec de la grève générale du textile qui conduit à la désintégration des organisations, même de celles n'appartenant pas à cette branche d'activité. Les difficultés que connaissait à ce moment le P.O.B, prennent donc la forme, à Verviers, d'une crise syndicale aigüe. Le redressement qui s'opère en 1937-1938 ne permet pas de récupérer la perte de 4.000 syndiqués compensée en partie par la progression du nombre de coopérateurs qui reste néanmoins inférieur au nombre de syndiqués.

Si les progrès de la coopérative ne signifient pas nécessairement une augmentation du nombre d'adhérents, le recul des effectifs syndicaux lui, provoque une diminution certaine — aussi l'évolution du nombre de syndiqués nous semble représentatif du nombre réel de membres du P.O.B. qui est supérieur à 10.000 en 1938.

1. *Les effectifs syndicaux.*

Verviers connaît une situation très particulière sur le plan syndical. L'organisation ouvrière est ancienne, elle a été importante sous la première

(9) En fait il s'agit d'une simple estimation de la direction fédérale qui, à moins que des documents plus précis aient existé, ne disposait pas, elle-même de statistiques précises.

(10) La plupart des syndicats n'étant pas affiliés au POB, certains de leurs membres s'affiliaient individuellement aux groupes politiques.

TABLEAU I
Les effectifs du POB à Verviers de 1909 à 1939

ANNEES	NOMBRE REEL (1)	NOMBRE TOTAL (1)	SYNDIQUES (1)
1905	—	—	4.800
1909	3.580	—	—
1910	3.830	—	2.210
1911	3.880	—	2.115
1912	4.044	—	1.270
1913	5.162	—	—
1914	6.715	—	—
1919	6.440	—	1.180
1920	7.745	—	2.160
1921	10.000	13.972	6.757
1922	12.000	15.592	9.417
1923	13.500	18.223	11.498
1924	13.000 (2)	15.748 (2)	10.958
1925	13.600	16.512	10.502
1926	13.650	18.214	10.237
1927	13.800	19.387	10.688
1928	—	18.947	10.701
1929	—	18.286	10.854
1930	—	18.445	10.785
1931	—	19.080	14.490 (3)
1932	—	20.058	14.112
1933	—	18.174	12.726 (4)
1934	—	17.876	10.891 (5)
1935	—	15.639	7.021 (5)
1936	—	—	10.484
1937	—	15.000	10.907
1938	—	17.658	10.504
1939	—	—	9.818

(1) **Nombre réel** : il s'agit, d'après les estimations du secrétaire général de Verviers publiées dans les rapports du P.O.B. du nombre réel d'adhérents sans compter les doubles ou triples adhésions.

Nombre total : toutes les adhésions même doubles et triples sont comptées dans ce chiffre.

Nombre de syndiqués : nous semble être l'estimation la plus stable, donc la plus intéressante. Il s'agit d'un chiffre minimum mais qui doit comporter la grande majorité des membres du P.O.B.

(2) La coopérative décide de ne plus payer l'adhésion des coopérateurs dont le montant des achats annuels ne dépasserait pas une certaine somme. En 1924 par exemple : 500 F. Le « minimum » est relevé en 1929.

(3) Adhésion de deux centrales syndicales :

« Le Cardé » : 3.500 membres.

« Les Noueuses » : 200 membres.

Un nouveau fléchissement du nombre de coopérateurs est à noter.

(4) Désaffiliation du syndicat du « Bâtiment et des industries diverses » (1.500 membres).

(5) Cet effondrement des effectifs est dû à l'échec de la grève générale de « la Fédération du Textile » en 1934.

Les centrales textiles affiliées à la Fédération syndicale comptent en :

1933 : 13.307 membres.

1934 : 8.111 membres.

1935 : 3.776 membres.

1936 : 6.729 membres.

1937 : 7.248 membres.

1938 : 6.786 membres.

1939 : 6.175 membres.

} Chiffres du premier trimestre.

Le chiffre minimum de 1935 est évidemment dû à des difficultés financières passagères. La fédération du Textile n'en perd pas moins la moitié de ses adhérents.

TABLEAU II
Effectifs syndicaux comparés

	Nombre d'adhérents à la « Centrale Syndicale »	Nombre d'adhérents à la « Fédération Textile »	Nombre de syndiqués affiliés au P.O.B. (2)	Nombre de syndiqués non-affiliés au P.O.B.
1900	—	1.400 (sur 15.500 (1))	—	—
1902	1.965	1.750	—	—
1905	6.595	5.350	—	—
1906	17.066	13.905 (sur 15.500 (1))	—	—
1907	20.292 (sur 23.396) (1)	14.907 (sur 15.400) (1)	—	—
1911	—	8.338 (sur 13.699)	2.210	—
1912	—	8.960	2.115	—
1919	—	—	1.180	—
1920	23.000	—	2.160	20.840
1921	24.000	—	6.757	17.243
1922	22.356	—	9.417	12.939
1923	20.231	12.900	11.498	10.673
1924	22.392	11.900	10.958	11.434
1925	21.574	—	10.502	10.785
1926	21.718	—	10.237	11.500
1927	22.359	—	10.688	11.671
1928	22.399	—	10.701	11.698
1929	22.515	—	10.854	11.443
1930	21.711	—	10.785	10.939
1931	24.069	—	14.490	9.573
1932	23.801	—	14.112	9.400
1933	22.290	13.307	12.726	9.564
1934	16.904	12.714	10.891	6.013
1935	14.996	—	7.021	6.924
1936	15.333	—	10.484	4.510
1937	15.000	—	10.907	4.426
1938	—	—	10.504	—
1939	—	—	9.818	—

(1) Entre parenthèses le nombre d'ouvriers recensés. Cette estimation n'a pas encore pu être faite pour la période d'entre deux guerres.

(2) Donc non compris les effectifs des centrales syndicales qui n'adhèrent pas au P.O.B.

Internationale. Ralliée aux idées de Bakounine la fédération de la vallée de la Vesdre manifeste dans son ensemble une grande méfiance à l'égard de l'action politique. A la veille du XX^e siècle, les militants du P.O.B. ne sont pas étrangers à la reconstruction syndicale mais sont convaincus, pour la plupart, comme l'était Roggeman (11) un des principaux dirigeants syndicaux du moment, de la nécessité de maintenir les groupes syndicaux dans une stricte neutralité politique afin d'en sauvegarder l'unité. Les syndicats d'influence chrétienne sont inexistants avant guerre. Les principales organisations sont celles qui groupent les ouvriers et ouvrières de l'industrie textile.

Elles atteignent en 1906-1907 un taux de syndicalisation exceptionnel de plus de 90 % (12). Les différents syndicats se sont unis au sein d'une centrale syndicale régionale indépendante. Ceux du textile se retrouvent au sein d'une fédération textile. A ce moment les syndiqués membres du P.O.B. représentent à peine 10 % de l'ensemble des syndiqués (13). Après 1918 le développement rapide et massif des syndicats est accompagné d'importantes adhésions au P.O.B. (\pm 50 % des syndiqués sont désormais membres du P.O.B., un peu plus en 1923, un peu moins par la suite) sans pour cela que les structures syndicales soient modifiées. La Centrale régionale existe toujours, formée de syndicats affiliés au P.O.B. et de syndicats indépendants. Elle finance d'ailleurs un organe de presse « le travail » dirigé par Roggeman favorable au P.O.B. sans lui être attaché d'aucune manière. Cette adhésion massive au P.O.B. ne nuit en rien aux effectifs syndicaux (14). Le nombre de syndiqués à la Centrale régionale et au P.O.B. est stable jusqu'en 1931, date à laquelle deux syndicats adhèrent au P.O.B. (« cardé » et « noueuses ») et un autre, « le Peigné » réintègre la centrale régionale — 64 % des syndiqués sont dès lors membres du P.O.B. Mais déjà les effets de la crise économique se font sentir sur plusieurs groupes dont les effectifs diminuent, les mineurs d'abord, les métallurgistes ; le textile, lui, est moins touché. L'échec de la grève géné-

(11) ROGGEMAN, 1874-1928. Militant syndical de l'industrie textile — Roggeman fut un des principaux artisans du développement du mouvement syndical à Verviers. Il y contribua particulièrement par la création d'un organe mensuel en 1900 « le Tisserand » qui devient le « Travail » hebdomadaire en 1904, puis quotidien en 1906 — *Le Travail* est financé par la centrale régionale syndicale, il est favorable au POB sans être son organe.

(12) Cf Tableau II, repris à L. DUCHESNE, *op. cit.*

(13) Il s'agit ici des effectifs des organisations affiliées au POB, de nombreux syndiqués sont très probablement affiliés individuellement aux groupes politiques (en 1912 par exemple il y avait 1.200 syndiqués au POB sur un total de 4.044 affiliés, en 1927 ils constituent la grande majorité avant 1914, et c'est vrai, pour l'ensemble du pays, les groupes politiques sont plus importants qu'après guerre.

(14) Il faudrait évidemment pouvoir vérifier ceci syndicat par syndicat. De toute manière les groupes membres du POB croissent un peu plus longtemps (1922-1924) que les autres groupes, ce qui confirme notre appréciation.

TABLEAU III

Organisations syndicales (et leurs effectifs) membres du POB

Dénomination Date d'adhésion ou de réadhésion	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Alimentation 1923					650	543	468	420	400	400
Bâtiment et industries diverses 1920		200	1.000	1.374	1.950	1.700	1.500	1.500	1.300	1.463
Enseignants 1920		40	36	57	58	70	70	—	80	105
Métallurgistes 1919	300	—	2.500	2.500	2.500	3.033	3.014	2.900	2.834	2.975
Services publics 1921	—	—	154	319	300	319	300	300	275	275
Mineurs 1921	—	—	911	921	882	881	760	690	529	452
Employés 1919	200	—	119	198	182	217	217	217	172	175
Paveurs 1925						32	32	27	27	
Textile :										
Apprêts 1919	100	—	625	955	1.100	988	988	988	988	1.000
Cardé 1931										
Laveurs 1919	500	2.000	1.354	3.000	3.000	3.114	3.060	3.060	3.550	3.866
Ransy (Cardé) 1919	80	60	58	93	56	93	93	93	82	82
Noueuses 1931										
Fédération textile										
Total	1.180	2.300	6.757	9.417	11.498	10.990	10.502	10.195	10.237	10.793

TABLEAU III (suite)

Dénomination Date d'adhésion ou de réadhésion	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939	Nombre de femmes en 1923
Alimentation 1923	416	411	400	469	601	500	468	445	445	445	445	500
Bâtiment et industries diverses 1920	1.470	1.300	1.300	1.505 (1)	—	—	—	—	—	—	—	355
Enseignants 1920	100	121	118	128	131	122	89	92	92	100	100	—
Métallurgistes 1919	3.094	3.094	2.971	2.971	2.974	2.833	2.470	2.470	2.470	2.470	2.395	2
Services publics 1921	275	275	388	385	365	385	385	384	384	328	328	—
Mineurs 1921	332	372	336	336	364	364	334	302	302	310	310	—
Employés 1919	165	180	163	184	192	181	102	62	56	65	65	—
Paveurs 1925	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Textile :												
Apprets 1919	1.000	1.000	1.257	992	939	711	337 (3)	—	—	—	—	530
Cardé 1931	—	—	3.533	3.405	3.340	2.868	1.600 (3)	—	—	—	—	—
Laveurs 1919	4.080	3.928	3.830	3.834	3.920	2.757	1.112 (3)	—	—	—	—	1.075
Ransy (Cardé) 1919	70	69 (2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Noueuses 1931	—	—	200	192	200	170	124 (3)	—	—	—	—	—
Fédération textile	—	—	—	—	—	—	—	6.729	7.248	6.786	6.175	—
Total	11.002	10.750	14.496	14.401	13.026	10.891	7.021	10.484	10.997	10.504	9.818	2.462

1) Le syndicat du Bâtiment et des industries diverses se désaffilie en 1933 du P.O.B. et de la Centrale syndicale.

2) Le petit groupe syndical du Ransy s'intègre à la Centrale du Cardé lors de son adhésion au P.O.B. en 1931.

3) Les centrales syndicales du Textile fusionnent en 1936 pour former la Fédération Textile.

rale de 5 mois dans l'industrie textile en 1934 provoque un recul brutal qui a pour cause essentielle la désaffection à l'égard des syndicats grévistes et vaincus (au profit des syndicats chrétiens qui pour la première fois à Verviers prennent de l'importance), la diminution de l'emploi dans une branche d'activités qui à son tour subit les contre-coups de la crise. La reprise, limitée, de 1936 est due en grande partie à la normalisation de la situation financière des ouvriers après la grève. Néanmoins le choc a été brutal, les organisations textiles abandonnent leur particularisme jalousement préservé jusqu'alors et s'unifient au sein d'un syndicat unique : La fédération textile. L'échec de la grève a également pour effet secondaire un affaiblissement général des autres syndicats membres du P.O.B. (15). Ils comptent en 1933 : 4.627 membres ;

1934 : 4.355 membres ;

1935 : 3.848 membres, soit une diminution de l'ordre de 16 %. Il est certain que l'analyse purement syndicale n'est pas suffisante et que les contingences politiques, la poussée communiste qui ne s'affaiblit pas après 1936, comme dans le reste du pays, ont probablement joué un rôle aussi.

Cet affaiblissement se manifeste au sein du P.O.B. par des difficultés à régler les cotisations qui ne sont payées qu'avec retard ou plus du tout à partir de 1939 mais à ce moment le rôle des événements internationaux est dominant. En 1939, l'administration fédérale tombe en léthargie, les cotisations ne rentrent plus comme si l'on attendait le commencement inévitable du conflit. Si l'on envisage les dix dernières années on constate que les syndicats affiliés au P.O.B. semblent avoir mieux résisté que les autres puisque de 1932 à 1939 ils perdent un peu plus de 4.000 membres, tandis que la centrale régionale en perd plus du double. La politisation des syndicats (leur affiliation au P.O.B.) n'est donc pas la cause directe de l'affaiblissement syndical dans la région. Une étude approfondie de la grève de 1934 est évidemment nécessaire pour confirmer ou infirmer ce point.

Il faut noter enfin l'importance du nombre de femmes syndiquées, 5.977 en 1923, certains syndicats ne comprenaient d'ailleurs que des femmes (noueuses, nettoyeuses). Cf. tableaux n^{os} III et IV.

2. Les effectifs de la coopérative.

Contrairement au Borinage où les coopératives locales sont restées longtemps indépendantes, les coopératives Verviétoises sont réunies dès

(15) Le graphique n^o II montre bien le parallélisme entre l'évolution des effectifs des syndicats « Textile », force syndicale principale, des syndicats membres du POB et de la Centrale régionale. A ne pas confondre la nouvelle fédération textile, syndicat unique de tous les ouvriers du textile, et l'ancienne fédération des différents syndicats autonomes dans chaque métier.

TABLEAU IV

Syndicats membres de la Centrale Syndicale Régionale et qui n'adhèrent pas au POB

	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	Femmes 1923		
Cardé (1)					4.037		3.963								—								850	
Cuir					1.750		2.000								—									722
Floconniers . . .					102		104								—									40
Limonadiers . . .					58		60								—									—
Musiciens					300		300								—									—
Nettoyeuses . . .					825		880								889									825
Noueuses (1) . . .					164		166								—									164
Ourdisseurs . . .					435		446								574	545								144
Peintres					120		120								—									—
Presseurs					146		138								130									27
Relieurs					100		190								—									70
Techniciens Cardé					150		—								—									—
Tisserands					2.176		2.123								1.704	1.656								650
Tramways					170		170								—									—
Vêtements					140		125								—									—
Peigné (2)					—		—						3.500		2.300	2.147								—
Total (3)		20.840	17.243	12.939	10.673	11.434	10.785	11.500	11.671	11.698	11.443	10.939	9.573	9.400	9.564	6.013	6.924	4.510	4.426				3.492	

Non membres de la centrale : les Cheminots.

(1) Les centrales du Cardé et des Noueuses adhèrent au P.O.B. en 1931.

(2) Le Peigné adhère à la Centrale la même année.

(3) Chiffres fournis par les rapports de la commission syndicale du P.O.B.

1918 au sein de « l'Union Coopérative » de la Province de Liège. Le processus y a d'ailleurs été inverse, c'est le plus souvent « L'Union coopérative » qui a ouvert des magasins dans les différentes localités. Les effectifs augmentent régulièrement passant de 4.600 membres en 1919 à 7.154 en 1938 malgré deux diminutions administratives en 1924 et 1929, le chiffre d'achat minimum nécessaire par coopérateur étant sensiblement augmenté. Les années de crise, 1929 à 1934, sont marqués par une stagnation normale des effectifs étant donné la situation difficile de la classe ouvrière et du mouvement socialiste (cf tableau V).

3. *Les effectifs de la mutualité.*

La seule section de secours mutuels indépendante existant encore après 1918 est celle d'Ensival. Les syndiqués mutualistes sont rassemblés au sein de « l'intersyndicale mutualiste » qui dépend d'ailleurs directement des organisations syndicales. On ne connaît donc plus dans la région les petites sociétés de secours mutuels qui, à l'époque, sont encore souvent le fer de lance de la propagande socialiste dans les communes rurales de l'arrondissement de Mons. Cette situation ne favorisait pas les finances fédérales et à partir de 1931 la fédération mutualiste verse une cotisation forfaitaire (4.000 F puis 10.000 F par an).

En 1931 par exemple l'intersyndicale comptait 10.554 membres :

— Ensival	653
— mutualités des métallurgistes (16)	1.500

soit 12.707 ce qui cor-

respond au nombre de syndiqués. Elle payait donc environ 40 centimes par membre alors que les organisations syndicales payaient 4,50 F, en 1938 elle payait 1 F par membre pour 5 F pour les autres organisations ce qui se comprend puisqu'il s'agit là manifestement d'une deuxième cotisation.

4. *Les groupes politiques.*

La Fédération Verviétoise suit les directives du Conseil Général, lors de la tentative de réorganisation des structures du parti en 1919 et crée des Unions Socialistes Communales qui doivent rassembler l'ensemble des adhérents d'une localité. Seules les personnes intéressées en étaient membres. Parmi eux des syndiqués dont les organisations n'étaient pas affiliées au P.O.B. De toute manière la faiblesse de leurs effectifs est manifeste. Elles ne représentent de 1931 à 1935, époque où elles sont le plus dévelop-

L'évolution des effectifs des syndicats non-affiliés au POB est inverse de celle des groupes affiliés, ce qui confirme qu'ils ne se sont pas nuis l'un à l'autre. Par contre la chute de toutes les courbes en 1935 est bien la preuve du recul syndical généralisé.

(16) Le syndicat des Métallurgistes dispose de sa propre mutuelle jusqu'en 1936.

TABLEAU V

Effectifs des organisations constitutives du POB

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Coopératives	4.600	5.290	6.189	6.142	6.064	4.115 (1)	5.553	5.303	5.985	6.181
Mutualités			706	883	661	500	639	639	639	653
Groupes politiques . . .	660					279	457	1.195	1.225	555
Syndicats	1.180	2.160	6.757	9.417	11.498	10.958	10.502	10.237	10.688	10.701
Total	6.440	7.450	13.972	15.592	18.223	15.748	16.512	18.214	19.387	18.947

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938	1939
Coopératives	5.329 (1)	5.550	5.492	5.492	5.645	5.596	—	—	—	7.154	—
Mutualités	653	653	653	653 (2)							
Groupes politiques . . .	600	606	1.470	1.598	1.687	1.687	1.599				
Syndicats	10.554	10.785	14.490	15.112	12.726	10.891	7.021	10.484	10.907	10.504	9.818
Total	18.286	18.445	19.080	20.058	18.174	17.876	15.639	—	15.000	17.658	—

(1) La brutale diminution du nombre de coopérateurs s'explique par l'établissement en 1924 et le relèvement en 1929 d'un taux minimum d'achat nécessaire à l'adhésion au P.O.B.

(2) Ensisal est la seule localité à avoir une section mutualiste, ailleurs la mutualité est directement liée aux syndicats et ses membres se confondent avec les syndiqués.

En 1929 l'Intersyndicale mutuelliste comptait 6.739 membres.
 En 1930 l'Intersyndicale mutuelliste comptait 9.709 membres.
 En 1931 l'Intersyndicale mutuelliste comptait 10.554 membres.
 En 1932 l'Inuersyndicale mutuelliste comptait 10.959 membres.

TABLEAU VI

**Nombre d'adhérents au POB par cantons et par communes
en 1921, 1924, 1931, 1933 et 1935**

L'arrondissement comprend 88 communes

	1921	1924	1931	1933	1935	Résultats des élections communales	
						1932	1938
Aubel :							
Aubel	—	63	48	51	50	532	436 (— 96)
Auhin	—	27	—	—	—	—	—
Clermont	—	22	29	27	19	—	—
Fouron St. M.	—	—	—	—	—	—	—
Fouron St. P.	—	—	—	—	—	—	—
Gemmenich	—	155	—	148	139	—	—
Hombourg	—	163	—	—	—	—	—
Julimont	—	1	—	—	—	—	—
La Calamine	—	125	268	—	—	472	272 (— 200)
Montzen	—	27	165	—	—	—	975
Moresnet	—	16	61	95	99	325	194 (— 131)
Remersdael	—	—	—	—	—	—	—
Sippenaeken	—	1	—	—	—	—	—
Teuven	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	600	571	321	307	—	—
Dison :							
Andrimont	756	886	1.330	1.260	1.082	2.291	1.924 (— 367)
Dison	744	1.058	1.540	1.363	1.215	3.202	2.901 (— 301)
Gd. Rechain	—	28	—	—	—	—	—
Petit Rechain	262	256	346	286	268	— Cartel	—
Total	1.762	2.228	3.216	2.909	2.565	—	—
Herve :							
Battice	259	270	204	178	168	263	307 (+ 44)
Bolland	—	10	14	—	—	—	—
Chaineux	—	51	63	74	69	150	213 (+ 63)
Charneux	—	6	15	15	14	—	—
Herve	355	328	310	307	305	690	340 (— 350)
Thimister	57	135	121	115	109	—	—
Total	671	800	727	689	665	—	—

TABLEAU VI (suite)

	1921	1924	1931	1933	1935	Résultats des élections communales	
						1932	1938
Limbourg :							
Baelen	—	83	130	95	76	—	—
Bilstein	—	64	111	100	84	156	123
							(— 33)
Goe	—	218	280	288	236	—	—
Henri Chapelle	—	4	11	5	3	—	—
Jalhay	—	27	36	36	29	—	—
Limbourg	—	786	1.107	1.038	893	—	—
Membach	—	101	227	234	188	—	59
Stembert	310	507	804	775	604	1.240	1.431
							(+ 101)
Welkenraedt	—	157	840*	205	155	—	—
Total	310	1.947	2.946	2.766	2.268	—	—
Spa :							
Cornesse	231	364	413	379	339	692	500
							(— 192)
Ensival	859	1.456	1.283	1.030	941	2.093	2.039
							(— 54)
Lambermont	133	276	308	353	328	728	936
							(+ 206)
La Reid	—	24	35	33	26	146	142
							(— 4)
Pepinster	288	430	595	595	528	897	909
							(+ 12)
Polleur	—	53	50	50	50	—	—
Sart	—	11	—	—	—	—	—
Spa	—	134	174	236	249	252	801
							(+ 549)
Theux	592	641	908	871	686	1.188	1.063
							(— 125)
Wegnez	328	440	654	649	581	996	1.145
							(+ 149)
Total	2.431	3.829	4.420	4.196	3.718	—	—
Stavelot :							
Basse Bodeux	—	—	—	—	—	—	—
Bra	—	—	—	—	—	—	—
Chevron	—	7	9	9	9	—	—
Fosse	—	—	—	—	—	—	—
Francorchamps	—	—	—	—	—	—	—
La Gleize	—	36	57	53	53	—	—
Lierneux	—	2	56	57	57	Cartel socialiste liberal	—
Rahier	—	—	—	—	—	—	—
Stavelot	—	128	165	214	186	856	579
							(— 277)
Stoumont	—	70	90	84	82	129	152
							(+ 23)
Total	—	243	377	417	387	—	—

* Ce chiffre paraît douteux, peut-être 240.

TABLEAU VI (suite)

	1921	1924	1931	1933	1935	Résultats des élections communales	
						1932	1938
Verviers :							
Heusy	102	205	212	182	178	451	396 (- 55)
Hodimont . . .	216	587	(1)	—	—	—	—
Olné	219	348	412	404	405	648	619 (- 29)
Soiron	77	92	103	96	91	—	—
Verviers	2.589	4.546	5.474	4.777	3.944	9.161	7.937 (- 1.214)
Xhendelesse . .	154	185	202	66	166	266	268 (+ 2)
Total	3.357	5.963	6.403	5.625	4.784	—	—
Malmédy :							
Malmédy	—	102	131	139	119	—	Cartel
Weimer	—	2	—	—	—	—	—
Total	—	104	131	139	119	—	—
Eupen :							
Eupen	—	28	108	83	58	—	—
Total	—	28	108	83	58	—	—
Total complet . .	8.531	15.742	19.080	17.876	15.639	—	—

(1) La commune de Hodimont a été rattachée à Verviers.

pés que 7,3 à 9,4 % du nombre total d'adhérents et de 10 à 24 % du nombre de syndiqués. L'évolution des groupes politiques est indépendante de l'évolution générale. Les fluctuations de leurs effectifs sont dues surtout aux efforts plus ou moins intenses de la direction fédérale pour les organiser. Les U.S.C. paient une affiliation particulière jusqu'en 1926. Il faut signaler aussi la présence d'un groupe de femmes à Verviers puis d'une Centrale générale des femmes pour l'arrondissement qui n'a jamais eu plus de 250 membres. Il existe également des groupes de jeunes gardes socialistes mais qui n'ont jamais été très développés (150 membres en 1919 - 600 en 1926).

5° Conclusions.

La lecture des journaux et des rapports nous apprend que de nombreux syndiqués ne sont ni coopérateurs, ni mutuellistes. L'inverse est également vrai, peut-être dans une moindre proportion mais en l'absence

de listes détaillées il est impossible d'arriver à des résultats précis. Il est donc nécessaire de s'en tenir à une estimation moyenne entre les chiffres maximum et minimum définis plus haut soit aux environs de 17.000 membres en 1931 et de 13.000 en 1938.

III. La répartition géographique des adhérents (18).

En 1921, seuls 4 cantons : Dison - Herve - Spa et Verviers comptent des adhérents (excepté Stembert qui fait partie du canton de Limbourg) :

- Dison 1.762 ;
- Herve 671 ;
- Spa 2.431 ;
- Verviers 3.357.

Les adhérents se concentrent dans les environs immédiats de Verviers, dans la vallée de la Vesdre, Theux, Dison, Andrimont où sont implantées les industries textiles.

La plus grande partie de l'arrondissement, au caractère rural dominant, ne compte presque pas d'affiliés (19).

Les résultats électoraux sont conformes à cette répartition (20). En 1921 les suffrages socialistes augmentent ou sont stabilisés dans les cantons urbains Dison et Verviers (malgré l'apparition d'une liste communiste) mais diminuent dans les cantons ruraux (Aubel 160 voix, Stavelot 270). Il était évident que si les cantons urbains et industriels constituaient l'épine dorsale de l'électorat socialiste, dans une perspective électorale, il fallait renforcer le parti dans les cantons ruraux. Une intense propagande est menée dans tout l'arrondissement (21).

Les résultats se font sentir rapidement et en 1924, il y a des adhérents dans 53 communes, les effectifs ont presque doublé, des groupes politiques sont créés dans les régions de langue allemande. Pourtant il reste 35 communes intouchées et les cantons d'Aubel - Herve - Stavelot - Eupen - Malmédy - St Vith comptent à peine 1.767 membres sur 15.742.

(17) Il faut noter que les effectifs des groupes politiques ne sont pas affectés par les difficultés syndicales de 1934-1935.

(18) Nous avons pour sources : un tableau publié dans le rapport annuel du Conseil général, Bruxelles, 1921 (concerne l'année 1921) ; un tableau extrait du livre de comptes de la fédération pour 1923 ; trois tableaux parus dans les rapports bi-annuels de la fédération pour 1931-1933-1935. Cf tableau VI.

(19) Sur 88 communes, 19 seulement ont des adhérents.

(20) Cf R. DESMET, R. EVALENKO et W. FRAEYS. *Atlas des élections belges. 1919-1954*. Bruxelles, 1958, pp. 216-226.

(21) Un vaste effort est consenti dans tout le pays d'ailleurs. Le Conseil général édite un journal spécialisé *Le Laboureur*, une commission agricole est attachée au Conseil général.

Les résultats électoraux de 1925 sont à l'avenant (malgré une progression communiste). Le P.O.B. gagne 6.800 voix notamment dans les cantons ruraux :

- Aubel + 611 ;
- Herve + 142 ;
- Stavelot + 441 ;

mais surtout dans les cantons rédimés qui participent pour la première fois aux élections :

- Eupen 1.131 voix ;
- Malmédy 1.515 voix.

L'effort consenti a dû paraître relativement peu rentable, il n'est plus renouvelé du moins en partie et les effectifs de ces cantons diminuent. En 1931, 42 communes ont des adhérents (— 11) et les cantons cités plus haut ont perdu 233 membres. En 1936, ils perdent 3.500 voix par rapport à 1932 qui avait déjà connu un recul sensible par rapport à 1929. Les cantons de Verviers, Dison, Limbourg et Spa ne perdent que 2.179 voix malgré une progression communiste de 2.645 voix.

La répartition géographique reste donc à peu près semblable (bien que les organisations moyennes se soient développées) et les adhérents restent concentrés à Verviers (25 % du total) Dison-Ensival-Andrimont-Limbourg-Theux (ces 6 communes groupant 80 % des membres en 1921 et encore 60 % en 1931). C'est-à-dire le grand Verviers et la Vallée de la Vesdre, de Limbourg à Pépinster. Néanmoins ce sont ces communes qui ont perdu le plus d'adhérents de 1931 à 1935 (près de 3.000 sur 4.000). Nous assistons là à un relatif échec du mouvement qui ne parvient pas à dépasser le cadre géographique traditionnel du bassin industriel et à s'étendre dans d'autres couches sociales de la population.

IV. La répartition géographique des membres par organisation (23).

Cette répartition est sans surprise, la mobilité de la main d'œuvre étant moindre encore qu'à notre époque, les ouvriers travaillant dans les diffé-

(22) Il est vrai que la situation des cantons rédimés est particulière et que la chute du POB y est très rapide. Il n'est donc pas question de voir uniquement dans ce recul l'absence d'intérêt à l'égard des communes rurales. Les dirigeants verviétois se plaignent parfois du handicap constitué par ces cantons. Ils obtiendront d'ailleurs des subsides du Conseil général pour la propagande dans cette région (notamment la parution d'un organe en langue allemande...).

(23) Le Tableau de 1923, donne le nombre de membres par commune et par organisation.

rentes branches industrielles vivent dans les Communes proches de leur lieu de travail.

Les ouvriers du Textile se groupent dans les localités de la vallée et à Verviers surtout qui compte près de la moitié des laveurs de l'arrondissement.

Les métallurgistes sont également localisés dans la vallée, à Olne et à Theux ainsi que les syndiqués « du bâtiment et des industries diverses ». Les mineurs par contre se retrouvent à Battice - Herve - La Calamine et Olne. Les employés, employés de l'alimentation, les services publics et les enseignants presque exclusivement à Verviers qui est donc la seule localité où le Parti ouvrier a percé dans un milieu non essentiellement ouvrier.

Les forces coopératives ne semblent pas liées à un groupe professionnel quelconque, proportionnellement au nombre d'adhérents elles sont les plus développées à Cornesse - Gemmenich - Herve - Hombourg. La coopérative est la seule forme d'organisation à Membach - Petit-Rechain - Thimister - Welkenraedt - Malmédy - La Gleize.

Restent les Unions socialistes Communales, très peu développées en 1921. Elles existent surtout dans les communes ou des conseillers communaux et échevins ont été élus. Si les succès électoraux sont liés à l'organisation plus ou moins forte du parti, la proposition inverse se vérifie également, particulièrement à ce moment, caractérisé par la réorganisation de la vie et des structures politiques après la guerre. L'activité politique des adhérents est alors étroitement liée aux succès électoraux. Les U.S.C. sont donc organisées de manière stable à Hodimont - Limbourg - Andrimont - Cornesse - Pépinster - Dison - Ensival - Verviers. Leur vie est étroitement liée à la vie politique communale. Les réunions ont lieu avant celles du Conseil Communal et leur ordre du jour est celui du Conseil. Les représentants du P.O.B. y décident l'attitude à prendre. Les sujets extérieurs y sont rarement débattus si ce n'est lorsqu'une motion du Conseil Général est renvoyée à la base (24).

V. La vie politique au sein du P.O.B. (25).

Si l'ensemble du P.O.B. constitue une communauté politique « Lato sensu », les U.S.C. forment la communauté « stricto sensu », l'élément

(24) Voir à ce sujet les procès-verbaux de l'USC Verviers-Microfilm IBSF. Les mêmes remarques ont été faites dans l'arrondissement de Mons.

(25) L'étude de ce point n'a pas été approfondie, elle est basée sur quelques renseignements statistiques fournis par les rapports de la fédération d'arrondissement.

le plus conscient du mouvement socialiste. Or cet élément est quantitativement fort réduit.

- Il représente — 10 % du nombre d'adhérents en 1920
- 1,7 % du nombre d'adhérents en 1924
- 7,7 % du nombre d'adhérents en 1931
- 10 % du nombre d'adhérents en 1935

En 1919, les groupes politiques sont encore les groupes anciens appartenés aux ligues ouvrières. La formation des U.S.C., au moment même où les effectifs se développaient rapidement, rencontre de nombreuses difficultés. Les groupes sont rares et peu actifs, l'encadrement politique est très insuffisant, c'est la direction fédérale qui suscite les initiatives et les activités.

- En 1924, 26 U.S.C. paient leurs cotisations
- 1926, 26 U.S.C. paient leurs cotisations
- 1931, 14 U.S.C. ont une activité régulière
- 1932, 22 U.S.C. ont une activité régulière (année électorale)
- 1938, 31 U.S.C. ont une existence formelle
- Deux tiers seulement ont une activité régulière.

Leur importance par rapport au nombre d'adhérents varie très fort de commune en commune.

	<i>en 1923</i>	<i>en 1935</i>
Verviers	moins de 1 %	3 %
Ensival	moins de 1 %	15 %
La Calamine . . .	—	45 %

La proportion varie même de manière inversément proportionnelle à l'importance de la localité. Plus celle-ci est réduite et peu favorable aux idées socialistes, plus les membres auraient conscience d'appartenir à la communauté politique et donc adhéreraient à l'U.S.C. A Verviers ville, c'est exactement le contraire. Pourtant le chef lieu d'arrondissement détient du fait de l'importance de ses effectifs, un élément décisif dans la décision politique à l'échelle fédérale.

- Lors d'un vote fédéral Verviers détient :
- en 1923 28 % des suffrages
- en 1931 28 % des suffrages
- en 1935 25 % des suffrages.

Or son U.S.C. ne compte que 146 membres en 1931, 116 en 1935 (soit 3 % du nombre d'adhérents). Au niveau de l'arrondissement les proportions sont semblables (26).

(26) Pour les 14 communes reprises au tableau VII.

TABLEAU VII

Communes	Nombre d'habitants en 1931	Adhérents 1924	Affiliés à l'USC 1924	Adhérents 1931-1932	Affiliés à l'USC 1931-1932	Moyenne présence 1932	Nombre de voix aux élections communales 1932	Adhérents 1935	Affiliés à l'USC 1935	Nombre de voix aux élections communales 1938
Andrimont	6.877	886	24	1.330	154	40	2.291	1.082	124	1.924
Battice	3.068	270	5	204	20	6	263	168	14	307
Dison	10.534	1.058	50	1.540	44	20	3.202	1.215	52	2.901
Ensival	6.086	1.456	50	1.283	95	35	2.093	941	139	2.039
Heusy	3.158	205	7	212	19	7	451	178	27	396
La Calamine	4.286	125	—	268	94	55	472	232	104	272
Lambermont	2.622	276	10	308	35	10	728	328	50	936
Malmédy	5.304	102	—	131	38	36	Cartel	119	47	Cartel
Olné	2.550	348	10	412	28	—	648	405	15	619
Pepinster	3.105	430	20	595	71	16	897	528	84	907
Soiron	590	92	9	103	51	10	—	91	26	—
Stembert	5 057	507	5	804	50	17	1.240	662	67	1.341
Stavelot	5.096	1 28	—	165	19	—	856	186	47	579
Theux	5.221	641	—	908	251	85	1.188	686	78	1.063
Verviers	43.696	4.546	12	5.474	146	40	9.161	3.944	116	7.937
Wegnez	3.178	440	21	654	139	25	996	581	113	1.145

— 1931 13.814 adhérents — U.S.C. : 1.254 (— 10 %) —
 membres présents en moyenne : 402 (soit 32 % des mem-
 bres U.S.C. et 3 % du nombre d'adhérents).

Pour donner un exemple pratique ; en 1935 a lieu un important vote sur la discipline au sein du parti (motion du Conseil Général) débat de forme pour un problème de fonds mais révélateur des choix politiques. 524 délégués prennent part au vote (soit 3,3 % du nombre d'adhérents, proportion semblable à celle des participants réguliers à la vie des U.S.C.). 10.987 mandats se prononcent en faveur de la résolution du Conseil général, 2.643 s'y opposent, 1.968 s'abstiennent. Deux tiers de la fédération soutiennent donc la position officielle mais si on opère une transposition des chiffres 2,2 % des membres seulement se seraient prononcés en faveur de cette résolution. Il y a une telle marge entre la fraction qui prend la décision politique et l'ensemble des adhérents que les tiraillements sont inévitables en période de crise comme cela s'est produit de 1934 à 1938. Ce phénomène explique, en partie du moins, la désaffection à l'égard du P.O.B. au niveau du nombre de membres qui diminue fortement et au niveau des résultats électoraux en 1936 (comme dans le reste du pays) mais aussi en 1938 ; le P.O.B. ne récupérant pas l'entièreté de son électorat et le parti communiste progressant encore de quelques centaines de voix.

Nous ne possédons pas (rappelons que la presse régionale n'a pas été dépouillée) les résultats des Poll pré-électorales, excepté celui de 1936 où 2.200 votants se sont présentés pour choisir les candidats socialistes aux élections législatives (soit moins de 20 % environ du nombre d'adhérents) ce qui diffère assez fort des chiffres de l'arrondissement de Mons.

	<i>participants au Poll.</i>	<i>membres du P.O.B.</i>	<i>électeurs en 1936</i>
Verviers	2.200 (17 %)	± 13.000	17.164 (27,63 % des voix)
Mons	17.300 (34 %) (27)	± 51.000	36.671 (43,96 % des voix)

Ceci peut s'expliquer par la centralisation de la vie politique à Verviers beaucoup plus que dans l'arrondissement de Mons où la vie politique était plus dispersée dans les gros bourgs industriels du Borinage. L'activité politique y était peut-être également moins développée.

Il n'est pas possible non plus de tirer des conclusions valables de l'importance de l'U.S.C. par rapport à l'ensemble des adhérents d'une loca-

(27) Au Poll de 1932, il y avait eu 25.000 votants, soit une proportion plus élevée encore.

lité. Verviers est un cas à part, l'U.S.C. y est proportionnellement faible mais connaît une activité régulière liée surtout, comme ailleurs, à la politique communale.

A Wegnez :

l'U.S.C. regroupe 1/5 des adhérents — 50 % des voix aux élections

A Andrimont :

l'U.S.C. regroupe 1/8 des adhérents — 40 % des voix aux élections

A Dison :

l'U.S.C. regroupe 1/3 des adhérents

Il est donc indispensable d'étudier l'activité des U.S.C. Seule cette étude pourrait donner une appréciation significative de leur poids politique, le nombre de membres restant fonction d'éléments non déterminables par les éléments en notre possession. Le rapport d'activité du comité fédéral pour 1936 nous apprend que sur 124 personnes employées dans les diverses organisations membres du P.O.B. 110 sont coopérateurs mais seulement 72 sont affiliés à une U.S.C. ce qui restreint fortement le rôle politique qu'on aurait pu leur imaginer.

Les finances.

Nous ne possédons de données que pour les années 30 mais qui sont indicatives de la marche financière de la fédération (28).

Les affiliations représentent la part la plus importante des recettes, de 50 à 70 %, selon les années (Tableau VIII a).

Les cotisations syndicales constituent la rentrée la plus forte particulièrement celles des syndicats du Textile qui sont dès 1928, les principaux pourvoyeurs de fonds de la fédération. De 1934 à 1936, la crise syndicale a d'importantes conséquences financières et le Conseil Général est obligé de faire de substantielles remises à la fédération de Verviers d'autant plus qu'un effort particulier est fourni dans les cantons rédimés où l'on craint la propagande nationaliste. Les organisations de cette région ne paient d'ailleurs pas de cotisation.

Le poids des organisations syndicales est d'autant plus fort que la Centrale régionale finance par ailleurs le quotidien régional « Le Travail ». La coopérative et la mutualité (à partir de 1931) contribuent à la stabilité

(28) Cf Tableau VIII. Nous avons regroupé les différents postes budgétaires afin de simplifier et de rendre les données plus parlantes, par exemple les différentes dépenses administratives : Délégations, Téléphones, Abonnements, etc... sont regroupées sous la rubrique administration.

de la trésorerie par des versements réguliers qui constituent un tiers des cotisations, beaucoup plus dès 1937.

Les groupes politiques versent des cotisations minimales mais reçoivent des ristournes importantes proportionnelles au nombre d'adhérents dans leur commune.

Le versement par les mandataires (députés et sénateurs) d'une partie de leur indemnité parlementaire constitue une dernière rentrée régulière mais modeste.

Le « denier de lutte », principalement alimenté lors des années électorales permet l'effort particulier de propagande qu'il faut alors effectuer.

La balance de la trésorerie fédérale est toujours bénéficiaire, il est vrai que les dépenses incompressibles se limitent aux traitements d'employés à la direction fédérale et aux frais d'administration, et qu'en période de difficultés financières, il a suffi de restreindre le versement des cotisations au Conseil général (29), de supprimer les ristournes aux U.S.C. et de réduire les frais de propagande.

Il faut noter que les frais de propagande sont relativement élevés à cause de la centralisation politique que nous avons déjà décelée mais qu'ils représentent nettement moins que les frais d'administration. Alors qu'au Borinage où les fédérations locales ont certainement plus de moyens financiers que les U.S.C. de la région Verviétoise, la part de la propagande est plus importante.

par exemple :

<i>en 1930</i>	<i>administration</i>	<i>Propagande</i>
Verviers	38 %	27 %
Borinage	32,4 %	38,2 %

Si l'on considère qu'une partie de ces dépenses est consacrée aux cantons de l'Est où elles sont relativement peu « rentables » on trouve là une nouvelle cause de la faiblesse de l'action politique.

En conclusion, l'exposé et la présentation d'un certain nombre de documents statistiques concernant une fédération d'arrondissement posent plus de questions qu'ils n'en résolvent. Ils présentent néanmoins un état permanent de la situation du mouvement et sont donc indispensables à toute étude. L'étude historique et politique est d'autant plus nécessaire puisque c'est elle qui peut manier un certain nombre de clefs fournies par l'étude chiffrée.

(29) Voir tableau VIIIa. En 1936, la fédération a 97.000 francs de dettes dont 49.000 contractés pour le lancement et la diffusion de journaux en langue allemande *die Arbeit* (auquel a succédé *Die Nachrichtenblatt*).

TABLEAU VIII (a)
Finances fédérales (1930-1938)

	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Dépenses									
Cotisations	17.293	20.844	22.000	34.980	15.000	7.500	5.000	22.500	11.250
Subsides	1.250	6.000	4.800	1.540	22.000	2.150	2.300	1.900	3.430
Ristournes aux USC	8.669	9.250	13.218	11.260	11.464	10.624	—	—	—
Administration (1)	34.700	44.000	46.500	62.000	65.400	53.000	57.500	69.200	52.900
Propagande	24.200	13.000	70.600	28.400	14.800	29.300	68.000	51.600	35.000
Cantons rédimés	9.800	1.700	15.000	—	—	—	9.500	—	—
Total	90.557	98.289	157.314	138.160	107.837	101.955	145.966	104.602	107.855
Recettes									
En caisse + intérêts	15.614	14.035	31.737	28.300	11.139	5.852	6.318	16.594	13.121
Affiliations	60.700	86.400	94.150	92.433	81.287	64.821	84.163	76.842	86.160
Versements de mandataires	15.000	15.000	15.000	12.000	10.000	10.000	10.000	12.000	12.000
Denier de lutte	1.856	963	29.325	614	2.530	17.000	58.600	7.338	4.665
Affiliation USC	5.091	4.840	6.500	3.420	3.815	3.745	716	—	—
Total	104.247	129.393	184.974	148.767	113.586	107.729	161.954	117.016	121.714

(1) Dont les traitements payés aux employés (2/3 du total).

Ce vieux bastion de l'organisation ouvrière, tout en ayant connu l'extraordinaire développement de l'après-guerre, n'a pas réussi à étendre son influence beaucoup plus solidement dans cet arrondissement où ruraux des campagnes et classes moyennes de nombreux bourgs sont restés réfractaires à l'idée socialiste. Il est certain que la faiblesse de l'implantation politique, liée à une modestie certaine dans les moyens employés est cause de cette situation, renforcée encore par la tentation de concentrer ses efforts sur le bassin industriel traditionnel, ce qui accentue encore la tendance observée et finit par provoquer un affaiblissement du mouvement.

TABLEAU VIII (b)

Recettes cotisations

	Total	Syndicats textile	Autres syndicats	Coopérative	Mutualité	Divers
1924	33.815	9.150	17.000	10.300	—	2.400
1927	49.220	13.850	16.600	17.900	250	620
1930	60.750	20.400	20.000	19.400	500	450
1933	94.400	40.600	23.500	25.000	4.500	640
1936	108.000	53.600	18.400	27.000	4.500	500
1939	53.600	30.900	17.000	18.000	10.500	600

L'originalité du mouvement ouvrier dans cette région mérite certainement qu'on s'y attarde, particulièrement sur le plan syndical où l'importance du neutralisme politique, puis l'adhésion presque générale au P.O.B. et enfin la croissance du syndicalisme chrétien posent de nombreux problèmes. Sur un plan plus général, l'intérêt des archives du mouvement ouvrier est indéniable mais leur situation est alarmante. Pratiquement aucun fonds n'est déposé aux archives de l'Etat si ce n'est les quelques fonds microfilmés à l'initiative de l'Institut belge de Science politique. Un travail systématique de prospection, d'inventaire, de sauvetage est indis-

